

## JOBPUNT VLAANDEREN

[2009/204855]

**Statutaire selectie van ICT-projectleider (m/v) (niveau A)  
voor het Agentschap Zorg en Gezondheid van de Vlaamse overheid (JPV09031/AZG)**

De statutaire selectie van ICT-projectleider (m/v) (niveau A) voor het Agentschap Zorg en Gezondheid (JPV09031/AZG) van de Vlaamse overheid werd afgesloten op 22 oktober 2009.

Er zijn 2 geslaagden voor deze functie.

## JOBPUNT VLAANDEREN

[2009/204853]

**Selectie van toezichter baggerwerken (m/v) (niveau B) voor het departement Mobiliteit en Openbare Werken,  
afdeling Maritieme Toegang van de Vlaamse overheid (JPV09021/DMOW)**

De selectie van toezichter baggerwerken (m/v) (niveau B) voor het departement Mobiliteit en Openbare Werken, afdeling Maritieme Toegang van de Vlaamse overheid (JPV09021/DMOW) werd afgesloten op 19 oktober 2009.

Er zijn 4 geslaagden.

## JOBPUNT VLAANDEREN

[2009/204854]

**Selectie van toezichter baggerwerken (m/v) (niveau C) voor het departement Mobiliteit en Openbare Werken,  
afdeling Maritieme Toegang van de Vlaamse overheid (JPV09022/DMOW)**

De selectie van toezichter baggerwerken (m/v) (niveau C) voor het departement Mobiliteit en Openbare Werken, afdeling Maritieme Toegang van de Vlaamse overheid (JPV09022/DMOW) werd afgesloten op 1 oktober 2009.

Er is 1 geslaagde.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/204814]

**2 AVRIL 2009. — Circulaire relative à la convention sectorielle 2005-2006  
Prestations réduites pour raisons médicales**

A Madame la Gouverneure et Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs :

les Députés provinciaux :

les Membres des collèges communaux,

les Président(e)s des Centres publics d'Action sociale,

les Président(e)s des Intercommunales,

les Président(e)s des Associations Chapitre XII,

Mesdames,

Messieurs,

La convention sectorielle 2005-2006 signée en date du 2 décembre 2008 prévoit de nouvelles dispositions relatives aux prestations réduites pour raisons médicales.

La présente circulaire a pour objectif de vous recommander l'adoption des mesures suivantes :

I. En vue de se réadapter au rythme normal de travail, un agent peut exercer ses fonctions par prestations réduites pour maladie. Ces prestations réduites doivent succéder directement à une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours.

Cette période de prestations réduites est assimilée à une période d'activité de service, sans réduction du traitement et sans décompte du capital "congé de maladie".

Les prestations réduites s'effectuent chaque jour sauf recommandation du service médical de contrôle.

II. Si le service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale estime qu'un agent absent pour cause de maladie est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales, il en informe l'autorité concernée.

III. L'agent absent pour cause de maladie qui désire bénéficier de prestations réduites pour cause de maladie ou d'une prorogation de la décision d'autorisation d'effectuer des prestations réduites pour maladie doit avoir obtenu l'avis du médecin du service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale au moins cinq jours ouvrables avant le début des prestations réduites.

L'agent doit produire un certificat médical et un plan de réintégration établis par son médecin traitant. Dans le plan de réintégration, le médecin traitant mentionne la date probable de reprise intégrale du travail.

IV. Le médecin désigné par le service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale pour examiner l'agent se prononce sur l'aptitude physique de celui-ci à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales. Celui-ci remet aussi rapidement que possible, éventuellement après consultation du médecin traitant ayant délivré le certificat médical et le plan de réintégration, ses constatations écrites à l'agent. Si l'agent ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin du service médical auquel est affiliée l'autorité locale, ceci sera acté par ce dernier sur l'écrit précité.

Dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations par le médecin du service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale, la partie la plus intéressée peut désigner, en vue de régler le litige médical et de commun accord, un médecin-arbitre. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, la partie la plus intéressée peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toutes autres constatations demeurent couvertes par le secret professionnel. Les frais de cette procédure, ainsi que les éventuels frais de déplacement de l'agent, sont à charge de la partie perdante.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical et du médecin du service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale. Le service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale et l'agent en sont immédiatement avertis par écrit, par lettre recommandée à la poste, par le médecin-arbitre.

V. L'agent peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales pour une période de trente jours calendrier au maximum. Sur l'ensemble de la carrière, si le service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale estime, lors d'un nouvel examen, que l'état de santé de l'agent le justifie, le service médical pourra prolonger par période de 30 jours avec un maximum de 3 mois pour les agents ayant une ancienneté de moins de 10 ans, de 6 mois pour les agents ayant une ancienneté de 10 à 20 ans et de 9 mois pour les agents ayant une ancienneté de plus de 20 ans. Les dispositions du point 4 sont applicables. A chaque examen, le service médical auquel est affiliée l'autorité locale ou provinciale décide quel est le régime de travail le mieux approprié.

Ces délais concernent une réduction de travail à mi-temps, ils sont donc adaptés au prorata des prestations à 60 % ou 80 %.

Il est bien évident que l'adoption des mesures susvisées qui font partie intégrante du "Pacte pour une Fonction publique solide et solidaire" postule de votre part l'absolue nécessité d'une insertion dans les dispositions générales en matière de personnel, du respect des dispositions de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de ses arrêtés d'exécution ainsi que la transmission, pour approbation, à l'autorité de tutelle.

La Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé reste à votre disposition pour toutes autres informations.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

Namur, le 2 avril 2009.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2009/204815]

**2 AVRIL 2009. — Circulaire relative à la convention sectorielle 2005-2006  
Bien-être au travail**

A Madame la Gouverneure et Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs :

les Députés provinciaux,

les Membres des collèges communaux,

les Président(e)s des Centres publics d'Action sociale,

les Président(e)s des Intercommunales,

les Président(e)s des Associations Chapitre XII,

Mesdames,

Messieurs,

La convention sectorielle 2005-2006 signée en date de ce 2 décembre 2008 recommande de nouvelles dispositions relatives au bien-être au travail. Celles-ci sont de trois types :

1. La prévention des accidents du travail est une des composantes majeures de la politique du bien-être que chaque pouvoir public est tenu d'élaborer et d'appliquer. Les risques auxquels les travailleurs sont exposés doivent être détectés et éliminés le plus complètement possible.

Ceci doit notamment se faire au moyen d'une analyse des risques et en prenant les mesures de prévention qui en découlent. Pour des situations de travail particulières il faut généralement prendre des mesures de prévention spécifiques.

La création systématique d'un article budgétaire consacré aux politiques de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles vous est donc recommandée.

2. Application des recommandations pour le secteur public en matière de fonctionnement des comités de concertation de base en matière de bien-être.

A cet égard, j'attire votre attention sur les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 tel que modifié relatif aux missions et au fonctionnement des Comités pour la prévention et la protection au travail et de l'article 39 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 septembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Dès lors, je vous recommande de tenir au moins une réunion trimestrielle du comité afin de pouvoir réellement soutenir une politique de bien-être.

3. Mise en place d'une procédure de reclassement professionnel au sein de chaque pouvoir public afin de favoriser le maintien au travail des agents à leur poste de travail moyennant le cas échéant des mesures d'adaptation ou à défaut l'affectation à un autre poste de travail.

Dans ce cadre, il convient de faire référence à l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs lequel dispose notamment ce qui suit :

"Sous-section 2. — Mesures à prendre avant toute décision